Madame, Monsieur

Votre enfant n'aura pas classe le jeudi 9 mai. A l'appel de l’ensemble des organisations syndicales, les enseignantes et les enseignants seront en grève pour défendre les services publics en général et l’École et son fonctionnement en particulier que le ministre de l’Éducation nationale remet en cause, notamment dans son projet de loi dit « l’école de la confiance ».

Ce projet de loi ne répond pas aux préoccupations de l’école. Il ne permettrait en rien d’améliorer la réussite de tous les élèves et soulèverait aussi d’autres problèmes.

Les regroupements d’écoles avec le collège (EPSF), parfois éloignés, dégraderaient les conditions d’accueil et d’apprentissage des élèves en rompant le lien de confiance construit localement. Cela questionne sur le devenir de l’école primaire au cœur de notre système scolaire. Les EPSF font aussi peser des menaces sur la place et le rôle des directrices et directeurs d’école.

L’instruction obligatoire à 3 ans imposerait aux collectivités territoriales le financement des écoles maternelles privées aux dépens des écoles publiques dans un contexte budgétaire contraint. Ce projet de loi donne aussi le droit aux "jardins d’enfants" de délivrer l'instruction obligatoire pendant 2 ans.

L’école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s’attaquant aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves.

Enfin, ce projet de loi ouvre la possibilité de substituer aux enseignant titulaires des assistants d’éducation, précaires et sous-payés dès la 3ème année d’étude.

Concernant la fonction publique, l’objectif de loi dite de « transformation de la fonction publique » est maintenu. Ce projet constitue une offensive sans précédent contre le statut général des fonctionnaires, prépare de nouvelles et massives suppressions d’emplois et favorise l’abandon ou la privatisation de missions publiques contre le service public, contre l’école publique.

C’est pourquoi nous porterons ce jour-là nos revendications pour une politique en faveur d’un service public d’Education susceptible d’améliorer les conditions d’apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants. Nous refusons la casse des services publics et de l’École.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

L’équipe enseignante